



PETIT MANUEL DE L'AFNU

RETOUR SUR LA PRÉSIDENCE FRANÇAISE
AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU
- SEPTEMBRE 2020 -



ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LES NATIONS UNIES



La France et la Présidence du Conseil de Sécurité

La Présidence du Conseil de Sécurité est une Présidence tournante, en fonction de l'ordre alphabétique.

La France, Membre Permanent du Conseil de Sécurité, est régulièrement appelée à présider le Conseil. Elle occupe cette fonction environ tous les 15 mois.

Le Premier Ambassadeur français à avoir présidé le Conseil de Sécurité est Alexandre Parodi, en juin 1947.

Depuis 2005, la France a été 13 fois Présidente du Conseil :



Jean-Marc de La Sablière préside le Conseil en janvier 2003, mars 2004, juin 2005 et juillet 2006.



Jean-Maurice Ripert préside le Conseil en septembre 2007 et en janvier 2009.



Nicolas de Rivière a effectué sa première présidence en juin 2020.



Gérard Araud préside le Conseil en février 2010, mai 2011, août 2012 et en décembre 2013.



François Delattre préside la Conseil en mars 2015, juin 2016, octobre 2017 et mars 2019.

La Présidence de Nicolas de Rivière

La crise épidémique de Covid-19 a perturbé le travail du Conseil de Sécurité qui ne peut plus se réunir en présentiel. Le Conseil se réunit donc par vidéo-conférences, pour maintenir les échanges essentiels à son fonctionnement et pour qu'il puisse remplir ses missions.



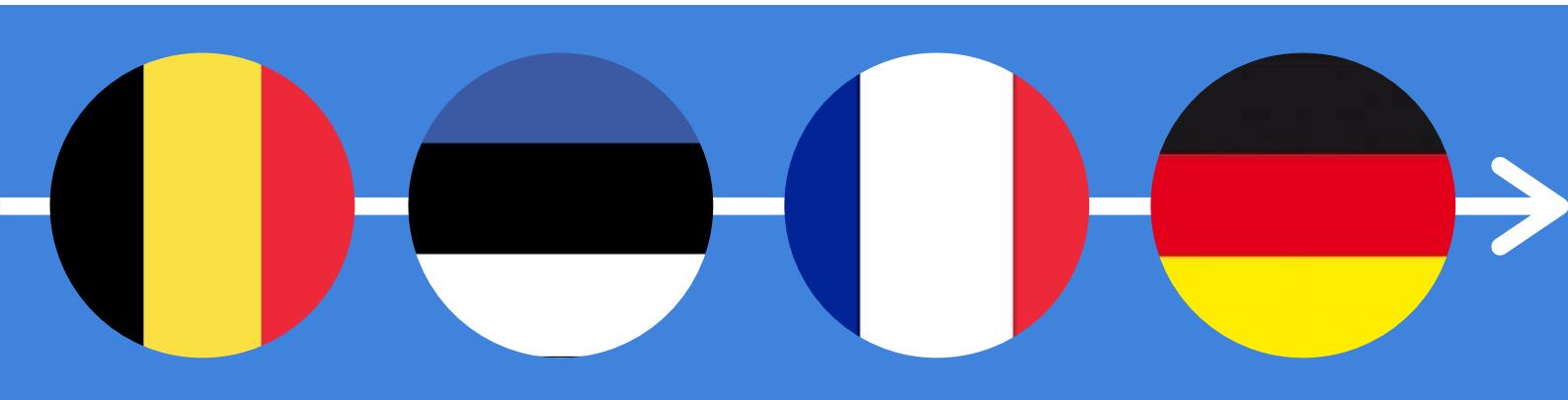
La Présidence française a été particulièrement chargée, parce que de nombreuses opérations mandatées se terminent au mois de juin.



"La nouveauté que nous allons apporter c'est que, cette fois, le multilinguisme qui était sans doute la victime collatérale du virus ne le sera plus au moins de juin, puisque j'ai décidé que la Présidence française se passerait en français."

- Nicolas de Rivière

Depuis quelques temps, une position européenne a tendance à se dégager du Conseil de Sécurité.



L'Europe a été particulièrement représentée à la Présidence du Conseil au premier semestre de 2020, avec la Belgique en février, puis l'Estonie en mai, la France en juin et l'Allemagne en juillet. Un véritable "printemps européen".

Une Présidence européenne

Le renforcement du bloc européen permettra d'avoir plus de poids dans les négociations. Même si l'heure n'est pas au "siège européen", les Ambassadeurs européens présents au Conseil ont régulièrement tenus des conférences de presse ensemble, avec un porte-parole pour chaque question.



La question du droit de veto

Depuis 2013, la France est favorable à la limitation volontaire du droit de veto par les pays Membres Permanents du Conseil de Sécurité. En 2015, cette initiative d'auto-régulation avait déjà été l'un des fers de lance de la politique onusienne du Ministre Laurent Fabius. La France a, à nouveau, encouragé à cette limitation volontaire du droit de veto dans certains cas de figure, notamment lorsqu'un nombre important de crimes de guerre a été commis.



Ci-contre, une vidéo sur la proposition française de 2015, après une intervention du Ministre Fabius à Sciences Po.



Quelles étaient les priorités ?

Les dossiers africains ont reçu une attention particulière avec notamment deux réunions sur le Sahel : une sur le G5 au Sahel et une réunion ministérielle présidée par Jean-Yves Le Drian sur la Minusma au Mali qui a été renouvelée, mais aussi sur la Monusco en RDC et la Minusca en Centre-Afrique.



Le Moyen-Orient est une préoccupation centrale, avec toute la série des réunions sur la Syrie (armes chimiques, action humanitaire...). Un important rendez-vous a eu lieu le 30 juin, sur l'Iran, avec le suivi de la résolution 2231 et du JCPOA.

JCPOA

THE JOINT COMPREHENSIVE PLAN OF ACTION

Sur la question libyenne, la France, avec l'Allemagne et l'Italie, a appelé au cessez-le-feu et au respect de l'embargo sur les armes, face au risque d'escalade des tensions et de dégradations de la situation actuelle. La France encourage le dialogue et la négociation, sous l'égide de la MANUL.



Le 26 juin, à l'occasion du 75e anniversaire de la signature de la Charte des Nations unies, Jean-Yves le Drian et Heiko Maas, ont présidé une réunion ministérielle de l'Alliance pour le multilatéralisme, consacrée à la réforme de l'architecture mondiale de la santé pour faire face aux nouvelles pandémies et à la lutte contre les manipulations de l'information en période de crise.



La question des populations vulnérables et des droits humains a également été abordée, avec, notamment, un débat avec le Haut Commissaire aux Réfugiés, Filippo Grandi.



La thématique des enfants dans les conflits armés a été traitée, notamment avec l'appui de la Belgique qui présidait un groupe de travail sur les enfants dans les conflits au sein de 14 pays différents. La thématique a été amenée originellement par la France au Conseil et 2020 célèbre les quinze ans de la résolution 1612 sur les enfants dans les conflits armés.



La Covid-19 reste une priorité. Après l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies pour un cessez-le-feu mondial, la France et la Tunisie ont débuté un travail de projet de résolution, vite devenu l'otage de tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine. Le projet de résolution en faveur d'un cessez-le-feu mondial a finalement pu être adopté à l'unanimité le 1er juillet 2020.



Retrouvez les deux vidéos de présentation de la Présidence française par Nicolas de Rivière :



UN Security Council



ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LES NATIONS UNIES

